

## Un nouveau directeur au BIE

M. Moises Schwartz est devenu le troisième directeur du BIE en février 2010. Avant de rejoindre le BIE, M. Schwartz était Président de la Commission nationale des retraites au Mexique. Entre 2004 et 2006, il était administrateur du FMI pour le Costa Rica, El Salvador, l'Espagne, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua et le Venezuela. Auparavant, M. Schwartz avait occupé plusieurs postes d'encadrement dans l'administration publique mexicaine, notamment chef du cabinet du Ministre des

finances et Directeur général des affaires financières internationales au Ministère des finances. Il fut aussi Directeur de l'analyse macroéconomique et des études économiques à la banque centrale du Mexique, et professeur d'économie au Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM). Il a publié des articles sur les politiques budgétaires, financières et monétaires, et détient un doctorat en économie de l'université de Californie à Los Angeles (UCLA).



Moises Schwartz, Directeur du BIE

## Nouveau rapport d'évaluation : communication du FMI avec les pays membres

En janvier 2010, le BIE a publié son rapport sur la communication du FMI avec les pays membres (*IMF Interactions with Member Countries*) au cours de la période 2001-2008. Il en ressort que la communication du FMI a été plus efficace avec les pays à faible revenu et avec les autres pays émergents qu'avec les pays avancés et les grands pays émergents. La différence s'explique par la plus grande importance de la communication du FMI, telle qu'elle est perçue par les autorités nationales et les services de l'institution, dans le contexte des programmes et de l'assistance technique que dans celui de la surveillance uniquement.

L'évaluation a noté d'autres différences entre les groupes de pays. Les autorités des pays avancés apprécient les échanges de vues avec les services du FMI en ce qui concerne leurs perspectives économiques, mais les grands pays avancés ne s'attendent pas à ce que la communication aille au-delà de l'évaluation de la politique économique. Les autorités des grands pays émergents pensent que la surveillance manque d'utilité voire d'impartialité, mais elles accordent une meilleure note à la communication sur les questions techniques. Pour les autres pays émergents, les avis sont plus positifs en ce qui concerne la qualité de la communication et quelque peu négatifs pour ce qui est de la gestion de la communication, en particulier les mouvements de personnel. Les autorités de la plupart des pays à faible revenu ont accordé une bonne note à l'assistance technique, à la signalisation auprès des donateurs et aux programmes. Cependant, pour les autorités de quelques pays à faible revenu et certaines organisations de la société civile, des expériences négatives avec le FMI

pendant la première moitié de la période couverte par l'évaluation continuent d'influer sur les opinions actuelles. Elles reprochent aussi au FMI les changements trop fréquents de personnel. De manière générale, il est noté que la communication est sous-gérée, bien que certaines opérations soient très bien gérées.

Pour améliorer l'efficacité des activités de base du FMI, le rapport recommande de :

- mettre à niveau le contenu et la qualité de la surveillance du FMI, surtout en ce qui concerne ses dimensions internationales;
- concevoir des produits fondés sur le savoir afin de rehausser la capacité du FMI de dialoguer avec les autorités nationales et de les influencer;
- élaborer des normes professionnelles pour la communication des services du FMI avec les autorités;
- préciser les modes et méthodes d'information;
- mieux gérer la communication, notamment en adoptant une démarche plus stratégique, en allongeant les affectations des chefs de mission et en précisant les responsabilités en matière de gestion des relations.

Le Conseil d'administration a examiné le rapport du BIE le 14 décembre 2009 et a souscrit dans l'ensemble à l'orientation des principales recommandations du BIE en ce qui concerne le renforcement de l'efficacité, notamment de l'information, et de la gestion de la communication. En ce qui concerne des propositions spécifiques, les administrateurs mettent l'accent sur

le fait qu'il est important d'accroître les dimensions internationales de la surveillance et des travaux du FMI en accordant plus d'importance aux analyses qui couvrent plusieurs pays et aux effets de contagion. Les administrateurs attendent avec intérêt l'examen de propositions destinées à améliorer la surveillance et son efficacité. Dans l'ensemble, les administrateurs sont favorables à l'allongement des affectations des chefs de mission et du personnel à un pays donné, tout en tenant compte de la nécessité de disposer de perspectives nouvelles et internationales. Les administrateurs soutiennent les efforts destinés à rehausser la franchise et l'efficacité des contacts du FMI avec les autorités des pays, et reconnaissent le rôle crucial que jouent la direction et le Conseil d'administration pour appuyer les analyses des services de l'institution lorsqu'il s'agit de transmettre des messages difficiles d'un point de vue politique. Les administrateurs conviennent qu'il faut continuer de donner des indications aux services du FMI et de les former aux fins de leurs relations avec les autorités des pays. Les administrateurs estiment généralement qu'il serait utile de mieux encadrer les efforts d'information, tout en veillant à une souplesse suffisante.

Les services du FMI vont préparer un plan de mise en œuvre qui sera examiné par le Conseil d'administration.

*Le rapport intégral, les réactions de la direction et des services du FMI, les commentaires du BIE sur les réponses de la direction et des services, ainsi que le résumé analytique de la réunion du Conseil d'administration peuvent être consultés à l'adresse [http://www.ieo-imf.org/eval/complete/eval\\_01202010.html](http://www.ieo-imf.org/eval/complete/eval_01202010.html).*

## Que se passe-t-il après l'examen d'une évaluation du BIE par le Conseil d'administration?

Un suivi des recommandations du BIE approuvées par le Conseil d'administration est essentiel pour établir les responsabilités et mener à bon terme le cycle d'apprentissage auquel l'évaluation indépendante contribue. Un processus en deux étapes a été mis en place en 2007 à la suite de l'évaluation externe du BIE (<http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2006/032906.pdf>).

Premièrement, pour chaque évaluation, la direction du FMI prépare un plan de mise en œuvre en réaction aux recommandations approuvées par le Conseil d'administration. Le dernier de ces plans — concernant les recommandations de l'évaluation par le BIE des travaux du FMI sur les questions relatives au commerce international (*IMF Involvement in International Trade Policy Issues*) qui ont été approuvées par le Conseil d'administration — a été approuvé par le Conseil d'administration du 17 décembre 2009. Ce document est disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/np/sec/pn/2010/pn1035.htm>. Parmi les étapes du suivi figurent :

- examen des travaux du FMI sur le commerce tous les cinq ans, à compter de 2014;
- établissement de directives pour les services du FMI sur le commerce des services financiers et les accords commerciaux préférentiels, d'ici juillet 2010;
- révision des directives sur les conseils et la conditionnalité en matière de politique commerciale dans le contexte des programmes appuyés par le FMI.

Deuxièmement, la direction du FMI établit chaque année un rapport de suivi sur l'application des

recommandations du BIE qui ont été approuvées par le Conseil d'administration. Ce rapport est examiné par le Conseil d'administration.

Le rapport de suivi le plus récent (octobre 2009) examine l'état d'avancement des mesures recensées dans le plan de mise en œuvre relatif à l'évaluation par le BIE de la conditionnalité structurelle dans les programmes appuyés par le FMI, ainsi que les questions en suspens du rapport de suivi précédent relatif aux évaluations des conseils en matière de politique de change et de l'Afrique subsaharienne. Le Comité d'évaluation a souscrit dans l'ensemble à l'évaluation du rapport de suivi selon laquelle tous les principaux repères de réalisation avaient été satisfaits ou étaient en voie de l'être en temps voulu et n'a proposé aucune nouvelle mesure correctrice.

Le Comité d'évaluation a noté aussi qu'il faut redoubler d'efforts dans certains cas pour atteindre l'objectif plus général qui sous-tend certaines recommandations du BIE, bien que certaines mesures proposées antérieurement aient peut-être été appliquées. Le Comité a attiré l'attention en particulier sur des recommandations approuvées par le Conseil d'administration relatives à l'évaluation des conseils en matière de politique de change, y compris l'intégration de la surveillance macrofinancière et l'examen de la stabilité du système des taux de change. Le Comité a souligné aussi qu'il est nécessaire d'améliorer l'application des recommandations du BIE qui ont été approuvées par le Conseil d'administration, peut-être en révisant le processus des plans de mise en œuvre. Le troisième plan de mise en œuvre et son évaluation par le Comité d'évaluation sont disponibles à l'adresse <http://www.imf.org/external/np/sec/pn/2010/pn1023.htm>.

## Évaluations en cours:

### le FMI avant la crise et la recherche

Les travaux se poursuivent rapidement sur les deux évaluations engagées en 2009, la première sur le rôle du FMI pendant la période qui a précédé la crise économique et financière (*IMF Performance in the Run-Up to the Current Financial and Economic Crisis*) et l'autre sur l'intérêt et l'utilisation de ses activités de recherche (*Research at the IMF: Relevance and Utilization*).

*Crise* : il s'agit d'évaluer dans quelle mesure le FMI a décelé les facteurs qui ont entraîné la crise, d'examiner les conseils qu'il a fournis à ses pays membres sur les moyens d'éviter ou d'atténuer les conséquences de la crise, et de tirer des enseignements pour l'avenir. Le document de synthèse final, qui définit le champ d'application, les principales questions et la méthodologie, est disponible à l'adresse [http://www.ieo-imf.org/eval/eval\\_ongoing.html](http://www.ieo-imf.org/eval/eval_ongoing.html).

*Recherche* : le FMI produit une grande quantité d'études, près de 7.000 entre 1999 et 2008. L'évaluation porte essentiellement sur l'intérêt et l'utilisation de ces études par les pays membres. En outre, elle examinera la qualité technique et la gestion de la recherche, y compris l'établissement des priorités, le choix des sujets et l'affectation des ressources. Le document de synthèse final est disponible à l'adresse [http://www.ieo-imf.org/eval/eval\\_ongoing.html](http://www.ieo-imf.org/eval/eval_ongoing.html).

## Tour d'horizon

Dans le contexte des évaluations en cours de la recherche (*Research at the IMF: Relevance and Utilization*) et du rôle du FMI avant la crise (*IMF Performance in the Run-Up to the Current Financial and Economic Crisis*), la direction et les services du BIE ont consulté des autorités nationales, d'autres organisations internationales et la société civile en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine. Dans ce cadre, le BIE a organisé un séminaire avec InWent, l'organisme de renforcement des capacités parrainé par le gouvernement allemand, et a participé au 22e séminaire régional sur la politique budgétaire à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL).

En mars, Ruben Lamdany, Directeur adjoint du BIE, a présenté l'évaluation de la gouvernance du FMI

(*Governance of the IMF*) au Comité pour l'efficacité du développement du Conseil d'administration de la Banque africaine de développement à Tunis. En mars également, John Hicklin, Directeur adjoint du BIE, et Joanne Salop, consultante principale, ont présenté les conclusions de l'évaluation de la communication du FMI avec les pays membres (*IMF Interactions with Member Countries*) lors d'un séminaire organisé à Berlin par InWent.



De hauts fonctionnaires et des universitaires du monde entier, ainsi que des membres du BIE, participent à un séminaire organisé à Berlin par InWent et le BIE.